LIBERATION

https://www.liberation.fr/france/2020/03/25/ordonnances-l-executif-ne-perd-pas-de-temps_1782914

« Trois jours après l'adoption de la loi urgence sanitaire par le Parlement, le gouvernement dégage 25 premières mesures pour tenter d'endiguer la crise économique et sociale liée au Covid-19.

•

Ordonnances : l'exécutif ne perd pas de temps

Le gouvernement déroule. Deux jours après la promulgation de sa *«loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19»*, l'exécutif doit faire adopter, ce mercredi en Conseil des ministres 25 ordonnances censées, notamment, endiguer la crise économique et sociale liée à l'arrêt de l'activité du pays en période de confinement. Matignon précise qu'après cette *«première série»* de textes, d'ordinaires législatifs mais dont le gouvernement a reçu habilitation du Parlement pour répondre à l'urgence, *«une très grosse partie du chemin»* sera fait. *«Dans les jours qui viennent»*, ajoute un conseiller du Premier ministre, *«quatre à cinq ordonnances supplémentaires»* seront prises : *«A ce stade d'identification des besoins, dit-il, on aura [...] défini le corpus juridique des mesures indispensables dans les jours et les semaines qui viennent.»* Explications.

Bercy : un «Canadair» pour les petites entreprises

C'est donc ce mercredi que prendront forme les mesures de soutien aux très petites entreprises annoncées le 16 mars par Emmanuel Macron dans son allocution télévisée et que décline ces derniers jours le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire. Une première ordonnance crée ainsi le *«fonds de solidarité aux entreprises»* censé sauver de la faillite le tissu français de très petites entreprises (TPE). Doté de 1 milliard d'euros, *«dont 250 millions apportés par les régions»*, souligne-t-on à Matignon, il permettra aux TPE, aux travailleurs indépendants ou micro-entrepreneurs d'obtenir un soutien financier *«à condition que ces entreprises aient fait l'objet, soit mesure de fermeture soit aient subi en mars une baisse très significative»* de leur chiffre d'affaires, explique-t-on à Matignon. Quel niveau de perte ? 70% comme évoqué par Bercy ? *«C'est clairement la piste qu'on privilégie»*, répond un proche du chef du gouvernement.

Ces mêmes acteurs auront droit, début avril, à une aide de l'Etat de 1500 euros qui pourra être renouvelée si la crise perdure. Et, *«au cas par cas»*, dit-on à Matignon, ils pourront bénéficier d'une aide supplémentaire de 2 000 euros *«en lien avec les régions»*. Une autre ordonnance doit également rendre possible, également pour les TPE, indépendants et micro-entrepreneurs, le report de leurs factures de gaz et d'électricité sans être pénalisés. Pour *«adapter la vie économique aux contraintes»* de cette période exceptionnelle, le gouvernement prévoit également une batterie d'ordonnances pour revoir les règles de remboursement de voyage, simplifier les autorisations d'interventions pour les opérateurs

télécoms, assouplir les règles en matière de commande publique ou d'organisation des conseils d'administration et d'assemblées générales.

Travail : une «adaptation» temporaire du droit du travail ?

A gauche, ce sont ces ordonnances qui feront le plus causer. Le gouvernement va donc bien permettre aux chefs d'entreprise d'«adapter» les règles en matière de repos, de la «souplesse», selon le ministère du Travail «pour faire face à la crise». Mais ces nouvelles règles auront - promesse de la rue de Grenelle - une «durée limitée» et s'appliqueront à des «secteurs limités». Mais on ne sait pas encore lesquels... «On est en train de lister ces secteurs», fait savoir l'entourage de Muriel Pénicaud. Pour les congés payés, il faudra finalement un accord d'entreprise pour qu'un patron ait le droit de les modifier. En revanche, il pourra, de façon unilatérale, déroger à la législation actuelle en matière de repos hebdomadaire et dominical. «Pour une période limitée, là aussi ça c'est sûr», jure-t-on chez Pénicaud.

Deux autres ordonnances seront, en revanche, favorables aux salariés : le champ de ceux éligibles aux complémentaires sera «élargi» et les demandeurs d'emploi qui devaient être en fin de droits continueront à percevoir leurs allocations-chômage durant la durée de cette crise sanitaire. «Tous les chômeurs qui ont reçu une allocation en mars, recevront la même allocation en avril, même s'ils sont en fin de droits», dit-on au ministère du Travail. Même principe pour les intermittents du spectacle. Quant aux futurs chômeurs, Pôle emploi ne pourra prendre en compte la période de confinement dans le calcul des indemnités chômage. Par ailleurs, une autre ordonnance sera prise vendredi pour, combinée à un décret pris mercredi ou jeudi, mettre en place de nouvelles règles de chômage partiel qui entreront en vigueur, selon la rue de Grenelle, «à la date de publication du décret». «Ce sera le régime le plus protecteur de l'emploi en Europe», assume-t-on chez Pénicaud, reprenant les mots du Premier ministre, lundi soir sur TF1.

Social : un filet pour les «plus vulnérables» ?

«Protéger les plus précaires». Lors de sa visite, lundi, dans un centre d'hébergement pour SDF, le chef de l'Etat a remercié les travailleurs sociaux qui aident les plus démunis «à vivre» dans «cette période où il faut réduire les déplacements». Une série d'ordonnances doit donc aider les plus démunis. Comme pour les chômeurs, les personnes qui touchent des minima sociaux verront, durant la période de confinement, leurs versements se prolonger sans réexamen de leurs dossiers. La fin de la trêve hivernale, au 31 mars, sera décalée au 31 mai et les personnes concernées par des expulsions ne pourront pas être victimes de coupures de courant, d'eau ou de gaz. Pour aider les soignants, les assistantes maternelles pourront, elles, accueillir jusqu'à 6 enfants. Matignon promet également un «service d'information des familles pour connaître en temps réel» les solutions de garde.

Services publics : assurer une «continuité»

Avec le confinement, certains secteurs publics tournent forcément au ralenti. En matière de Justice, afin d'«éviter que la réduction d'activité» rende certaines procédures «invalides», dit-on à Matignon, une ordonnance doit permettre le recours à la visioconférence pour, par exemple, la présence d'un avocat en garde à vue ou une présentation à un magistrat. Le gouvernement souhaite également réduire de deux mois certaines peines, à condition que les détenus concernés n'aient pas été «condamnés pour faits de terrorisme» ou de «violences intrafamiliales». L'Intérieur prévoit, lui, de «sécuriser» les titres de séjour. Afin d'éviter que les étrangers ne se rendent en préfecture pour renouveler leurs visas alors qu'on leur demande de rester chez eux, l'exécutif prévoit une prolongation de 90 jours de la validité des titres expirant entre le 16 mars et le 15 mai. Enfin, pour «simplifier» le fonctionnement des administrations, le gouvernement a choisi d'«assouplir» plusieurs règles, notamment budgétaires et comptables, y compris dans les collectivités ou les exécutifs pourront par exemple engager des dépenses sans vote du budget. »